

Vu l'urgence motivée par le fait que, dans la convention du 12 février 1999 relative à la cession des actions susvisées, l'Etat s'est engagé à l'égard du groupe Fortis à prendre les mesures faisant l'objet du présent arrêté pour le 31 mars 1999, compte tenu notamment de la réorganisation que le groupe Fortis souhaite effectuer prochainement au sein de son pôle bancaire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3bis, § 1^{er};

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Télécommunications, chargé du Commerce extérieur, et de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 5, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention de participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, les mots « de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Banque, de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances » sont supprimés.

Art. 2. Sont abrogés dans la même loi coordonnée :

- 1^o l'article 21;
- 2^o l'article 22, modifié par l'arrêté royal du 19 août 1997 et la loi du 19 août 1998;
- 3^o les articles 23 à 26;
- 4^o l'article 27, modifié par l'arrêté royal du 19 août 1997;
- 5^o les articles 28 à 30;
- 6^o les articles 31 à 46, étant entendu que ces dispositions restent applicables aux versements effectués à la Caisse de retraite auprès de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Assurances avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. A l'article 591, 45^o, du Code des droits de timbre, les mots « aux Caisses de retraite, d'assurances et de rentes-accidents du travail de la Caisse générale d'épargne et de retraite » sont supprimés.

Art. 4. A l'article 3 de la loi de réorientation économique du 4 août 1978, modifié par la loi du 12 août 1985, les mots « la Société nationale de Crédit à l'Industrie » et les mots « la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, ainsi que par les organismes agréés par celle-ci » sont supprimés.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre ministre qui a l'économie dans ses attributions et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Télécommunications, chargé du Commerce extérieur,

E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,

J.-J. VISEUR

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat, in de overeenkomst van 12 februari 1999 betreffende de overdracht van de bovenvermelde aandelen, de Staat zich tegenover de Fortis-groep heeft verbonden om tegen 31 maart 1999 de maatregelen te treffen die het voorwerp uitmaken van dit besluit, in acht genomen inzonderheid de reorganisatie welke de Fortis-groep binnenkort wil doorvoeren binnen haar bancaire pool;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 maart 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3bis, § 1;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Economie en Telecommunicatie, belast met Buitenlandse Handel, en Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 5, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, vervallen de woorden « de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank, de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen ».

Art. 2. In dezelfde gecoördineerde wet worden opgeheven :

- 1^o artikel 21;
- 2^o artikel 22, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 augustus 1997 en de wet van 19 augustus 1998;
- 3^o de artikelen 23 tot 26;
- 4^o artikel 27, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 augustus 1997;
- 5^o de artikelen 28 tot 30;
- 6^o de artikelen 31 tot 46, met dien verstande dat deze bepalingen van toepassing blijven op de stortingen verricht bij de Lijfrentekas bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekeringen voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. In artikel 591, 45^o, van het Wetboek van zegelrechten, vervallen de woorden « aan de Lijfrentekas, de verzekeringskas en de Rentekas voor Arbeidsongevallen van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas ».

Art. 4. In artikel 3 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 1985, vervallen de woorden « de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid » en de woorden « de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, alsmede de door haar erkende instellingen ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze minister bevoegd voor economie en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister, Minister van Economie en Telecommunicatie, belast met Buitenlandse Handel,

E. DI RUPO

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR

Le Ministre de l'Economie et des Télécommunications et le Ministre des Finances,

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 76, remplacé par la loi du 28 décembre 1992 et l'article 80, remplacé par la loi du 28 décembre 1989 et modifié par la loi du 28 décembre 1992;

De Minister van Economie en Telecommunicatie en de Minister van Financiën,

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 76, vervangen door de wet van 28 december 1992, en op artikel 80, vervangen door de wet van 28 december 1989 en gewijzigd bij de wet van 28 december 1992;

Vu l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 8¹, modifié par les arrêtés royaux des 29 décembre 1992, 14 avril 1993 et 22 novembre 1994, et l'article 12, modifié par les arrêtés royaux des 29 décembre 1992 et 14 avril 1993;

Vu l'arrêté royal n° 24 du 29 décembre 1992 relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 5, modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1994;

Vu l'arrêté ministériel n° 9 du 25 avril 1972 relatif à la restitution aux assujettis du solde créditeur du compte courant ouvert pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par les arrêtés ministériels des 19 juin 1987 et 4 mars 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que La Poste a cédé à la Banque de La Poste la majorité des comptes postcheque existants à la date du 31 mars 1998, que, à partir du 1^{er} janvier 1999, la Banque de La Poste utilise le code protocole « 000 » et La Poste, le code protocole « 679 », et que, pour cette raison, la procédure de restitution du solde créditeur du compte courant ouvert pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée doit être adaptée au 1^{er} janvier 1999 pour éviter toute difficulté lors du remboursement du solde créditeur précité,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Les restitutions prévues par les articles 8¹ et 12, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, s'opèrent uniquement, soit par virement au compte postal de l'assujetti, soit par transfert au compte postal de l'un des établissements financiers désignés à l'article 12, § 1^{er}, précité, dûment mandaté par l'assujetti pour recevoir la restitution.

L'indication du mode de restitution choisi par l'assujetti et la désignation de son mandataire sont communiquées à l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines selon les modalités et dans les délais fixés par les articles 2 à 5 du présent arrêté.

Les modalités de la restitution soit au compte postal de l'assujetti, soit au compte postal de l'établissement mandaté, sont déterminées par les articles 6 à 8 du présent arrêté.

L'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines est libérée envers l'assujetti par le transfert des fonds au compte postal désigné et n'assume aucune responsabilité ni quant à l'exactitude des renseignements qui lui sont communiqués par les établissements mandatés, ni quant à la réalité ou à la validité des mandats qui lui sont indiqués.

Section première. — Collecte des mandats donnés par les assujettis titulaires du compte courant prévu par l'article 5 de l'arrêté royal n° 24 du 29 décembre 1992 relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 2. Tout assujetti qui devient titulaire du compte courant prévu par l'article 5 de l'arrêté royal n° 24 du 29 décembre 1992 relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée reçoit de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines une formule de mandat-révocation conforme à l'annexe 1 au présent arrêté dont le volet « révocation » a été annulé, et renvoie cette formule dans les quinze jours à La Poste ou à un des établissements désignés à l'article 12, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 3. Tout assujetti qui, après avoir choisi un établissement financier pour recevoir les restitutions pour son compte, désire modifier son choix doit également remettre au nouvel établissement désigné une formule de mandat-révocation. Il ne peut cependant modifier un choix antérieur pendant le trimestre civil au cours duquel ce choix a été fait.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 8¹, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 december 1992, 14 april 1993 en 22 november 1994, en op artikel 12, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 december 1992 en 14 april 1993;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 24 van 29 december 1992 met betrekking tot de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1994;

Gelet op het ministerieel besluit nr. 9 van 25 april 1972 met betrekking tot de teruggaaf aan de belastingplichtigen van het creditsaldo van de ter voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde geopende rekening-courant, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 19 juni 1987 en 4 maart 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat De Post aan de Bank van De Post het merendeel van de op 31 maart 1998 bestaande postchequerekeningen heeft afgestaan, dat vanaf 1 januari 1999 de Bank van De Post de protocolcode « 000 » zal gebruiken en De Post de protocolcode « 679 », en dat om deze redenen de procedure van teruggaaf van het creditsaldo uit de geopende rekening-courant voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde moet worden aangepast op 1 januari 1999 om moeilijkheden te vermijden bij de terugbetaling van het voornoemde creditsaldo,

Besluiten :

Artikel 1. De teruggaven bedoeld in de artikelen 8¹ en 12, § 1, van het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde, geschieden uitsluitend hetzij door overschrijving op de postrekening van de belastingplichtige, hetzij door overmaking op de postrekening van één van de in voormeld artikel 12, § 1, aangewezen financiële instellingen, waaraan door de belastingplichtige behoorlijk volmacht werd gegeven om de teruggaaf te ontvangen.

De aanduiding van de door de belastingplichtige gekozen wijze van teruggaaf en de aanwijzing van zijn gevolmachtigde worden aan de Administratie van de BTW, registratie en domeinen medegedeeld volgens de modaliteiten en binnen de termijnen vastgesteld in de artikelen 2 tot 5 van dit besluit.

De modaliteiten van de teruggaaf hetzij op de postrekening van de belastingplichtige, hetzij op de postrekening van de instelling waaraan volmacht werd gegeven, worden bepaald door de artikelen 6 tot 8 van dit besluit.

De Administratie van de BTW, registratie en domeinen wordt tegenover de belastingplichtige bevrijd door de overdracht van de gelden op de aangewezen postrekening en neemt geen enkele verantwoordelijkheid op zich noch wat de juistheid van de inlichtingen betreft, die haar worden medegedeeld door de instellingen waaraan volmacht werd gegeven, noch wat de werkelijkheid of de geldigheid betreft van de volmachten die haar worden ter kennis gebracht.

Eerste afdeling. — Inzameling van de volmachten gegeven door de belastingplichtigen, houders van een rekening-courant bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 24 van 29 december 1992 met betrekking tot de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 2. Iedere belastingplichtige die houder wordt van een rekening-courant bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 24 van 29 december 1992 met betrekking tot de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, ontvangt van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen een formulier volmacht-herroeping conform bijlage 1 bij dit besluit, waarvan het luik « herroeping » werd geannuleerd, dat hij moet terugsturen binnen vijftien dagen aan De Post of aan een van de instellingen aangewezen in artikel 12, § 1, van het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde.

Art. 3. Iedere belastingplichtige die, nadat hij een financiële instelling heeft gekozen om de teruggaven voor zijn rekening te ontvangen, zijn keuze wenst te wijzigen, moet eveneens aan de aangewezen nieuwe instelling een formulier volmacht-herroeping verstrekken. Hij mag nochtans een vroegere keuze niet wijzigen gedurende het kalenderkwartaal tijdens hetwelk die keuze werd gedaan.

L'établissement financier qui reçoit la formule de mandat-révocation, transfère immédiatement le volet « révocation » de celle-ci à l'établissement dont le mandat est révoqué.

Art. 4. A la fin de chaque trimestre civil, chaque établissement prévu à l'article 2 établit un support d'information agréé par l'administration sur lequel, conformément aux prescriptions de l'annexe 2 du présent arrêté, il mentionne chaque assujetti qui lui a remis une formule de mandat-révocation au cours de ce trimestre civil. Il transmet le support d'information au Centre de traitement de l'information de la taxe sur la valeur ajoutée, au plus tard le 20 du premier mois suivant le trimestre civil.

Art. 5. Le Centre de traitement de l'information enregistre les données reprises sur le support d'information mentionné à l'article 4 et fournit aux établissements dont le mandat est révoqué le numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée de chacun de leurs clients ayant désigné un nouveau mandataire, sans cependant qu'il puisse s'ensuivre aucune demande de renseignement complémentaire de la part de l'établissement dont le mandat est révoqué.

Les nouveaux mandats ont effet à l'expiration du trimestre civil au cours duquel les données sont reçues à ce centre.

Section 2. — Modalités de la restitution

Art. 6. Lors de chaque restitution, l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines communique à La Poste cinq jours ouvrables avant la date fixée pour la restitution, selon le procédé automatisé qui leur convient le mieux, d'une part, les restitutions au profit des assujettis ayant demandé un virement à leur propre compte postal et, d'autre part, les restitutions au profit des assujettis ayant désigné comme mandataire une banque ou un autre établissement financier.

Art. 7. Deux jours ouvrables avant la date fixée pour la restitution, La Poste transmet aux établissements financiers, une liste indiquant, pour chacun de leurs clients ayant droit à une restitution, le numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée et le montant de la restitution. De commun accord entre La Poste et l'établissement financier intéressé, la communication des renseignements peut avoir lieu par un procédé automatisé, moyennant une rémunération spéciale et en vertu d'une convention particulière conclue par application de l'article 14, § 4, de la loi du 6 juillet 1971 portant création de La Poste. La communication des renseignements aux établissements financiers tient lieu de préavis de restitution.

Art. 8. A la date fixée pour la restitution, La Poste crédite le compte postal de chacun des établissements financiers du total des montants revenant à leurs clients, par un virement collectif qui indique le nombre de bénéficiaires concernés et se réfère au préavis de restitution donné conformément à l'article 7.

Art. 9. L'arrêté ministériel n° 9 du 25 avril 1972 relatif à la restitution aux assujettis du solde créateur du compte courant ouvert pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par les arrêtés ministériels des 19 juin 1987 et 4 mars 1993, est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Bruxelles, le 22 février 1999.

Le Ministre de l'Economie et des Télécommunications
E. DI RUPO
Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

De financiële instelling die het formulier volmacht-herroeping ontvangt, zendt onmiddellijk het gedeelte « herroeping » van dat formulier over aan de instelling waarvan de volmacht herroepen wordt.

Art. 4. Bij het verstrijken van ieder kalenderkwartaal wordt door elke in artikel 2 bepaalde instelling een door de administratie aanvaarde informatiedrager opgemaakt waarop, conform de voorschriften opgenomen in bijlage 2 bij dit besluit, elke belastingplichtige wordt vermeld die haar tijdens dat kalenderkwartaal een formulier volmacht-herroeping heeft toegezonden. Ze stuurt deze informatiedrager naar het Centrum voor Informatieverwerking van de belasting over de toegevoegde waarde, uiterlijk de twintigste van de maand na het kalenderkwartaal.

Art. 5. Het Centrum voor Informatieverwerking neemt de gegevens op die op de informatiedrager waarvan sprake in artikel 4 voorkomen en verstrekt aan de instellingen waarvan de volmacht herroepen wordt het BTW-identificatienummer van hun klanten die een nieuwe gevolmachtigde hebben aangewezen, zonder dat hieruit evenwel enige aanvraag om aanvullende inlichting vanwege de instelling waarvan de volmacht wordt herroepen mag voortvloeien.

De nieuwe volmachten hebben uitwerking bij het verstrijken van het kalenderkwartaal tijdens hetwelk de gegevens door dat Centrum worden ontvangen.

Afdeling 2. — Modaliteiten van de teruggaaf

Art. 6. Vijf werkdagen vóór de datum bepaald voor iedere teruggaaf, stelt de Administratie van de BTW, registratie en domeinen De Post, volgens het technisch procédé dat hun het best past, in kennis, enerzijds, van de teruggaven ten voordele van de belastingplichtigen die een overschrijving op hun postrekening hebben gevraagd en, anderzijds, van de teruggaven ten voordele van de belastingplichtigen die als gevolmachtigde een bank of een andere financiële instelling hebben aangewezen.

Art. 7. Twee werkdagen vóór de datum bepaald voor de teruggaaf, zendt De Post aan de financiële instellingen een opgave waarin, voor ieder van hun klanten die op een teruggaaf recht hebben, het BTW-identificatienummer en het bedrag van de teruggaaf is vermeld. Tussen De Post en de betrokken financiële instelling kan worden overeengekomen die gegevens te verstrekken volgens een technisch procédé, tegen betaling van een vergoeding en op grond van een bijzondere overeenkomst, gesloten ter uitvoering van artikel 14, § 4, van de wet van 6 juli 1971, houdende oprichting van De Post. Het verstrekken van die gegevens geldt als voorafgaande kennisgeving van de teruggaaf.

Art. 8. Op de datum bepaald voor de teruggaaf, crediteert De Post de postrekening van iedere financiële instelling voor het totaal van de bedragen die aan hun klanten toekomen, door middel van een collectieve overschrijving die het aantal rechthebbenden vermeldt en die verwijst naar de voorafgaande kennisgeving van teruggaaf bedoeld in artikel 7.

Art. 9. Het ministerieel besluit nr. 9 van 25 april 1972 met betrekking tot de teruggaaf aan de belastingplichtigen van het creditsaldo van de ter voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde geopende rekening-courant, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 19 juni 1987 en 4 maart 1993, wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Brussel, 22 februari 1999.

De Minister van Economie en Telecommunicatie,
E. DI RUPO
De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Annexe 1

MINISTERE DES FINANCES
 Administration de la T.V.A.,
 de l'enregistrement et des
 domaines

POUR RECEVOIR LES RESTITUTIONS DES SOLDES CREDITEURS DE
 VOTRE COMPTE COURANT T.V.A., IL Y A LIEU DE REMETTRE CE
 FORMULAIRE, DUMENT COMPLETE, A LA POSTE OU A L'ORGANISME
 FINANCIER CHOISI.

MANDAT

(Art. 8¹, 12, § 1^{er} et 13 de l'arrêté royal n° 4, du 29 décembre 1969, relatif aux
 restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée)

L'assujetti désigné ci-dessous :

- (1) Coller simplement une des vignettes d'identification fournies par l'administration. A défaut de vignettes, remplir le cadre.
- (2) A compléter lorsque l'immeuble est pourvu de plus de quatre boîtes aux lettres.

Désignation de l'assujetti (1)

Nom et prénoms (ou dénomination complète) (1) :

Rue : N° :

Boîte aux lettres (2) N° :

Localité : N° postal :

N° d'identification à la T.V.A. :

B	E								
---	---	--	--	--	--	--	--	--	--

représenté par la ou les personnes indiquées ci-après :

(nom, prénoms et qualité) :

- 1.
- 2.

désire que le remboursement des soldes créditeurs de son compte courant T.V.A.
 soit opéré :

- (3) Biffer le cadre inutile.
- (4) Recopier ici les mentions figurant sur le carnet de chèques ou de virements

par virement à son compte postal (3)

N°

6	7	9
---	---	---

 -

--	--	--	--	--	--	--	--

 -

--	--

ouvert sous la dénomination (4) :

.....

.....

.....

par transfert à l'organisme financier désigné ci-dessous auquel il donne mandat de recevoir les remboursements précités (3).

Dénomination et adresse de l'organisme financier mandaté :

.....

.....

.....

N° du compte ouvert en cet établissement :

--	--	--

 -

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 -

--	--

- (5) Indiquer la dénomination et l'adresse de l'institution (Poste ou organisme financier) dont le mandat de recevoir est révoqué.

Le mandat donné antérieurement à cette fin à (5) :

.....

.....

est révoqué ce jour par lettre ci-jointe.

L'assujetti reconnaît avoir été informé :

- 1. que le décès du mandant ne met pas fin au mandat ;
- 2. que le mandat donné pendant le trimestre civil en cours ne peut être révoqué et que tout nouveau mandat n'aura d'effet qu'à l'expiration du trimestre civil qui suit celui au cours duquel il sera remis au nouveau mandataire.

Date :

signature(s)

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la T.V.A.,
de l'enregistrement et des
domaines

T.V.A. - RESTITUTIONS A L'ASSUJETTI
DU SOLDE CREDITEUR DE SON COMPTE COURANT

REVOCACTION DE MANDAT (1)

(1) A remettre en même temps que la
formule de mandat ci-jointe.

(Art. 8¹, 12, § 1^{er} et 13 de l'arrêté royal n° 4, du 29 décembre 1969, relatif aux
restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée)

L'assujetti désigné ci-dessous :

(2) Coller simplement une des vignettes
d'identification fournies par
l'administration. A défaut de
vignettes, remplir le cadre.

Désignation de l'assujetti (2)										
Nom et prénoms (ou dénomination complète) (2) :										
.....										
.....										
Rue : N° :										
Boîte aux lettres (3) N° :										
Localité : N° postal :										
N° d'identification à la T.V.A. : <table border="1"><tr><td>B</td><td>E</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>	B	E								
B	E									

(3) A compléter lorsque l'immeuble est
pourvu de plus de quatre boîtes aux
lettres.

représenté par la ou les personnes indiquées ci-après :

(nom, prénoms et qualité) :

1.
2.

demande que le remboursement des soldes créditeurs de son compte courant T.V.A. ne
soit plus opéré :

(4) Biffer le cadre inutile.

par virement à son compte postal (4)															
N° <table border="1"><tr><td>6</td><td>7</td><td>9</td></tr></table> - <table border="1"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table> - <table border="1"><tr><td></td><td></td></tr></table>	6	7	9												
6	7	9													
ouvert sous la dénomination (5) :															
.....															
.....															

(5) Recopier ici les mentions figurant
sur le carnet de chèques ou de
virements.

(6) Indiquer la dénomination et
l'adresse de l'institution dont le
mandat de recevoir est révoqué.

par transfert à l'organisme financier désigné ci-dessous dont il révoque le man- dat donné antérieurement (4) (6) :
.....
.....

Il reconnaît avoir été informé qu'il ne peut révoquer un mandat donné
pendant le trimestre civil en cours et que la présente révocation ne sortira ses
effets qu'à compter de l'expiration du trimestre civil qui suit celui au cours
duquel il aura remis un autre mandat à un nouveau mandataire.

Date :
signature(s)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 février 1999.

Le Ministre de l'Economie et de s Télécommunications,
E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Annexe 2

Description des enregistrements sur les supports d'information agréés par l'administration à remettre au Centre de traitement de l'information de la taxe sur la valeur ajoutée, conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel n° 9 du 22 février 1999 relatif à la restitution aux assujettis du solde créditeur du compte courant ouvert pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les renseignements mentionnés sur les supports d'information agréés par l'administration à remettre par les établissements financiers au Centre de traitement de l'information de la taxe sur la valeur ajoutée, ont une longueur de 80 positions.

Description des positions

Position 1 : à cette position on mentionne invariablement la lettre "R".

Positions 2 à 10 : ces positions mentionnent le numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée de l'assujetti concerné.

Positions 11 à 22 : ces positions mentionnent le numéro de compte postal sur lequel il faut restituer les sommes suivant le mandat reçu par l'organisme financier.

Le numéro de compte doit être mentionné selon sa structure normalisée comportant douze chiffres.

Position 23 : cette position mentionne un code destiné à identifier la nature du mandat donné.

Ce code peut être le chiffre 1 ou le chiffre 2 :

- le chiffre 1 doit être indiqué chaque fois qu'il s'agit d'un premier mandat donné par l'assujetti concerné;

- le chiffre 2 doit être indiqué chaque fois qu'il s'agit d'un mandat qui s'accompagne de la révocation du mandat donné antérieurement par l'assujetti.

Positions 24 à 40 : ces positions doivent rester libres de toutes mentions.

Positions 41 à 80 : ces positions sont à la disposition des organismes financiers.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 février 1999.

Le Ministre de l'Economie et des Télécommunications,
E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Bijlage 1

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de BTW,
registratie en domeinen

OM UW BTW-TERUGGAAF VAN HET CREDITSALDO VAN UW REKENING-COURANT TE ONTVANGEN DIENT DIT FORMULIER, BEHOORLIJK INGEVULD, TE WORDEN AFGEGEVEN AAN DE POST OF AAN DE DOOR U GEKOZEN FINANCIËLE INSTELLING.

VOLMACHT

(Art. 8¹, 12, § 1^{**} en 13 van het koninklijk besluit nr. 4, van 29 december 1969, met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde).

De hieronder aangeduide belastingplichtige :

- (1) Kleef hier het door de administratie verstrekte identificatie-etiket. Bij gebrek aan etiketten, het kader invullen.
- (2) Invullen wanneer het gebouw meer dan vier brievenbussen heeft.

Aanduiding van de belastingplichtige (1)													
Naam en voornamen (of volledige benaming) (1) :													
.....													
Straat : Nr. :													
Nummer brievenbus (2) :													
Gemeente : Postnummer :													
BTW-identificatienummer :	<table border="1"> <tr> <td>B</td><td>E</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table>	B	E										
B	E												

vertegenwoordigd door de hiernavermelde perso(o)n(en) :

(naam, voornamen en hoedanigheid) :

1.

2.

wenst de teruggaaf van de creditsaldi van zijn BTW-rekening-courant te laten geschieden :

- (3) Het overbodige kader schrappen.
- (4) Hier de op uw cheque- of overschrijvingsboekje aangeduide vermeldingen overschrijven.

door overschrijving op zijn postrekening (3)																										
Nr. <table border="1"> <tr> <td>6</td><td>7</td><td>9</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table> - <table border="1"> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table> - <table border="1"> <tr> <td></td><td></td> </tr> </table>	6	7	9																							
6	7	9																								
geopend onder de benaming (4) :																										
.....																										
.....																										
.....																										

door overmaking bij de hieronder vermelde financiële instelling waaraan hij volmacht geeft om voornoemde teruggaven te ontvangen (3).

Benaming en adres van de gevolmachtigde financiële instelling :

.....

.....

.....

Uw rekeningnummer bij die instelling :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 -

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

 -

--	--

- (5) De benaming en het adres vermelden (Post of financiële instelling) van de instelling wier volmacht om te ontvangen wordt herroepen.

De Volmacht die vroeger te dien einde werd gegeven aan (5) :

wordt heden herroepen door bijgaande brief.

De belastingplichtige bevestigt ervan op de hoogte te zijn gebracht :

- dat het overlijden van de volmachtgever geen einde maakt aan de volmacht ;
- dat de gegeven volmacht gedurende het lopend kalenderkwartaal niet kan herroepen worden, en dat iedere nieuwe volmacht slechts uitwerking heeft bij het verstrijken van het kalenderkwartaal volgend op dat waarin ze aan de nieuwe gevolmachtigde bezorgd wordt.

Datum :

handtekening(en)

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Administratie van de BTW,
registratie en domeinen

BTW-TERUGGAAF AAN DE BELASTINGPLICHTIGE
VAN HET CREDITSALDO VAN ZIJN REKENING-COURANT

HERROEPING VAN VOLMACHT (1)

(1) Moet tegelijk met de bijgaande
volmacht worden ingediend.

(2) Kleef hier het door de administratie
verstrekte identificatie-etiket. Bij
gebrek aan etiketten, het kader
invullen.

(3) Invullen wanneer het gebouw meer
dan vier brievenbussen heeft.

(4) Het overbodige kader schrappen.

(5) Hier de op uw cheque- of over-
schrijvingsboekje aangeduide ver-
meldingen overschrijven.

(6) De benaming en het adres
vermelden van de instelling wier
volmacht wordt herroepen.

(Art. 8¹, 12, § 1^{re} en 13 van het koninklijk besluit nr. 4, van 29 december 1969,
met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde).

De hieronder aangeduide belastingplichtige :

Aanduiding van de belastingplichtige (2)																					
Naam en voornamen (of volledige benaming) (2) :																					
.....																					
.....																					
Straat : Nr. :																					
Nummer brievenbus (3) :																					
Gemeente : Postnummer :																					
BTW-identificatienummer : <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td>B</td><td>E</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table>		B	E																		
B	E																				

vertegenwoordigd door de hiernavermelde perso(o)n(en) :

(naam, voornamen en hoedanigheid) :

1.
-
2.
-

verzoekt de teruggaaf van de creditsaldi van zijn BTW-rekening-courant niet meer te
laten geschieden :

door overschrijving op zijn postrekening (4)																																																													
Nr.	<table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td>6</td><td>7</td><td>9</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table> - <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table> - <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table>	6	7	9																																																									
6	7	9																																																											
geopend onder de benaming (5) :																																																													
.....																																																													
.....																																																													
.....																																																													

door overmaking bij de hieronder aangeduide financiële instelling waarvan hij de vroeger gegeven volmacht herroept (4) (6) :	
.....	
.....	
.....	

De ondergetekende erkent te weten dat hij een volmacht niet kan herroepen
tijdens het lopend kalenderkwartaal en dat deze herroeping slechts uitwerking
heeft bij het verstrijken van het kalenderkwartaal volgend op dat waarin hij een
andere volmacht heeft gegeven aan een nieuwe gevolmachtigde.

Datum :

handtekening(en)

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 februari 1999.

De Minister van Economie en Telecommunicatie,
E. DIRUPO

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Bijlage 2

Beschrijving van de records op de door de administratie aanvaarde informatie-dragers die moeten worden toegezonden aan het Centrum voor Informatieverwerking van de belasting over de toegevoegde waarde, overeenkomstig artikel 4 van het ministerieel besluit nr. 9 van 22 februari 1999.

De lengte van de records die vermeld zijn op de door de administratie aanvaarde informatiedragers die door de financiële instellingen moeten worden toegezonden aan het Centrum voor Informatieverwerking van de belasting over de toegevoegde waarde, bedraagt 80 posities.

Omschrijving van de posities

Positie 1 : in deze positie wordt steeds de letter "R" vermeld.

Posities 2 tot 10 : in deze posities moet het BTW-identificatienummer van de betrokken belastingplichtige worden medegedeeld.

Posities 11 tot 22 : in deze posities wordt het nummer van de postrekening vermeld waarop de teruggaaf van gelden moet gebeuren volgens het door de financiële instelling ontvangen volmachtformulier.

Dit rekeningnummer wordt medegedeeld volgens zijn genormaliseerde samenstelling, die twaalf cijfers omvat.

Positie 23 : in deze positie wordt een code medegedeeld die de aard van de gegeven volmacht aanduidt.

Die code is ofwel het cijfer 1 ofwel het cijfer 2 :

- cijfer 1 wordt gebruikt als het gaat om een eerste volmacht gegeven door de betrokken belastingplichtige;

- cijfer 2 wordt gebruikt als het gaat om een volmacht die vergezeld gaat van de herroeping van de volmacht die vroeger door de belastingplichtige werd gegeven.

Posities 24 tot 40 : in deze posities mag niets worden vermeld.

Posities 41 tot 80 : deze posities zijn bestemd voor de financiële instellingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 22 februari 1999.

De Minister van Economie en Telecommunicatie,
E. DI RUPO

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR